

## **RÉPUBLIQUE TCHEQUE : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE**

Dans cette page : [Le contexte économique](#) | [Le contexte politique](#) | [Réponse du pays au COVID-19](#)

### Le contexte économique

#### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

La pandémie de Covid-19 a pesé sur les fondamentaux de l'économie tchèque qui avaient soutenu la croissance : la demande intérieure, les recettes fiscales et les exportations. À ce jour, la République tchèque est le seul pays de l'Union européenne dont la performance économique est inférieure à celle de 2019. Après une croissance de 2,3 % en 2022, le PIB est resté stable en 2023 (+0,2 %), alors que l'inflation élevée et des conditions financières strictes ont entraîné une réduction du revenu réel des ménages et une hausse de l'épargne préventive, supprimant ainsi la consommation privée. Les exportations nettes, soutenues par la réduction des importations d'énergie et la diminution des stocks accumulés, ont apporté une contribution positive. Selon le FMI, la croissance devrait progressivement s'accroître en 2024 (2,3 %) et 2025 (2,9 %), alimentée par la baisse de l'inflation, qui stimule le revenu réel disponible. De plus, l'assouplissement progressif des conditions de financement et un taux d'épargne élevé devraient fournir un soutien supplémentaire à la consommation. En revanche, la mise en œuvre d'un programme de consolidation budgétaire et la conclusion de mesures liées à l'énergie devraient exercer une influence contractante.

En 2023, le déficit budgétaire est resté stable à 3,8 % du PIB, en raison de dépenses dépassant la croissance du PIB, attribuées à l'indexation automatique des pensions sur l'inflation et aux initiatives visant à atténuer les effets de la hausse des prix de l'énergie : le coût budgétaire net total de ces mesures liées à l'énergie était estimé à 1,2 % du PIB. Le scénario projeté indique une baisse du déficit budgétaire à 2,2 % du PIB en 2024 (FMI), en raison de l'expiration des mesures visant à atténuer l'impact des prix élevés de l'énergie, associée à la mise en œuvre par le gouvernement d'un programme de consolidation. La dette publique reste faible par rapport à la moyenne de l'UE malgré son rythme élevé de croissance en 2020-2022. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB est passé de 44,2 % en 2022 à 45,4 % l'année dernière mais devrait reprendre une tendance à la baisse sur l'horizon de prévision (à environ 44 % d'ici 2025 - FMI). Après un pic de l'inflation globale à 18 % au premier trimestre de 2023, le taux a considérablement diminué, principalement influencé par un taux de croissance réduit des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Le taux d'inflation global était estimé à 10,9 % en 2023 par le FMI. En raison des augmentations de salaire, l'inflation, hors produits alimentaires non transformés et énergie, devrait diminuer à un rythme moins prononcé que l'inflation globale mais devrait rester à un niveau modéré.

La République tchèque dispose d'un marché du travail tendu et d'une faible proportion de contrats temporaires, avec l'un des taux de chômage les plus bas en Europe, à 2,8 % en 2023 (contre 2,1 % un an plus tôt). Les conditions du marché pourraient se resserrer avec l'arrivée des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail, mais le taux de chômage devrait rester faible cette année et l'année prochaine (2,6 % et 2,3 % respectivement - FMI). Le FMI a estimé le PIB par habitant (PPA) du pays à 49 025 dollars américains en 2023, soit 14 % en dessous de la moyenne de l'UE, bien que la croissance nominale des salaires ait été inférieure à l'inflation l'année dernière, réduisant le revenu réel disponible.

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
<b>PIB</b> (milliards USD)	290,53	335,24	359,11	381,02	402,59
<b>PIB</b> (croissance annuelle en %, prix constant)	2,3	0,2	2,3	2,9	2,7
<b>PIB par habitant</b> (USD)	26.832	30.475	32.391	34.467	36.530
<b>Solde des finances publiques</b> (en % du PIB)	-3,8	-3,8	-2,2	-2,0	-1,9
<b>Endettement de l'Etat</b> (en % du PIB)	44,2	45,4	44,4	44,1	43,8
<b>Taux d'inflation</b> (%)	n/a	10,9	4,6	2,1	2,0
<b>Taux de chômage</b> (% de la population active)	2,1	2,8	2,6	2,3	2,2
<b>Balance des transactions courantes</b> (milliards USD)	-17,78	1,67	6,13	6,97	7,53
<b>Balance des transactions courantes</b> (en % du PIB)	-6,1	0,5	1,7	1,8	1,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database, Dernières données disponibles.

Note : (E) Données estimées

#### LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

Le secteur agricole a traversé une grave crise dans les années 1990 et reste fortement subventionné. En 2019, l'agriculture représentait 1,9 % du PIB du pays et employait 2,7 % de la population active (Banque mondiale, dernières données disponibles). Le pays a une superficie agricole de 5,5 millions d'hectares et une superficie forestière de 2,65 millions d'hectares (FAO). Les principaux produits agricoles sont la betterave sucrière, la pomme de terre, le blé, l'orge et la volaille. Les céréales (22,7%), le lait (20,5%), les cultures industrielles (15,4%) et les plantes fourragères (10%) sont les secteurs les plus importants en termes de valeur de production en République tchèque (Commission européenne).

L'industrie représente 30,8% du PIB et emploie 37,2% de la population active. La croissance des performances s'est accompagnée d'une augmentation de la productivité de la main-d'œuvre. Le secteur automobile est de loin la plus grande industrie, avec des entreprises comme Skoda (détenue par Volkswagen). Depuis 2005, des investisseurs étrangers tels que Toyota et PSA ont également commencé à produire des voitures en République tchèque. L'industrie automobile tchèque emploie plus de 150 000 personnes et représente plus de 20 % de la production manufacturière tchèque et des exportations tchèques. Le secteur tchèque de l'électronique représente plus de 14 % de la production manufacturière totale, ce qui en fait le deuxième secteur le plus important de l'économie (plus de 17 000 entreprises emploient plus de 180 000 travailleurs dans le secteur). Dans l'ensemble, l'industrie manufacturière contribue à 22% du PIB.

Les services représentent 58,3% du PIB et emploient près de 60,1% de la population active. Le secteur du tourisme a enregistré un rythme de croissance soutenu, le nombre de clients hébergés dans les établissements d'hébergement collectif atteignant près de 22,0 millions en 2019. Malheureusement, la pandémie de Covid-19 a eu un impact négatif sur le secteur du tourisme en 2020, avec une baisse du nombre de touristes de 51 % (Office statistique tchèque). La même année, 49 banques agréées opéraient en République tchèque : quatre grandes banques, cinq banques de taille moyenne, 10 petites banques, 25 succursales de banques étrangères et cinq sociétés de construction. 37 entités étaient contrôlées par des propriétaires étrangers, dont 12 étaient des banques et 25 des succursales. Les propriétaires nationaux contrôlaient 12 banques, dont deux sont détenues en copropriété par l'État. Fin 2020, la valeur totale des actifs du secteur bancaire atteignait 7 965 milliards CZK, soit environ 141 % du PIB (Fédération bancaire européenne).

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
<b>Emploi par secteur</b> (en % de l'emploi total)	2,5	36,9	60,6
<b>Valeur ajoutée</b> (en % du PIB)	2,1	30,7	57,9
<b>Valeur ajoutée</b> (croissance annuelle en %)	-2,4	1,6	3,1

Source : Banque Mondiale, Dernières données disponibles.



Retrouvez plus d'information sur votre secteur d'activité sur notre service [Etudes de marché](#).

## INDICATEUR DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

= Définition

Note : 73,8/100  
Rang mondial : 27  
Rang régional : 14



Liberté économique dans le monde (carte interactive)

Source : Indice de liberté économique, Heritage Foundation

## CLASSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

= Définition

Note : 7.28/10  
Rang mondial : 26/82

Source : The Economist Intelligence Unit - Business Environment Rankings 2020-2024

## RISQUE PAYS

Consultez l'analyse risque pays proposée par [Credimundi](#).

## LES SOURCES D'INFORMATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

Les ministères : Ministère de l'Agriculture  
Ministère des Affaires étrangères  
Ministère de l'Industrie et du Commerce  
Ministère des Finances

L'office de statistique : Bureau national tchèque des statistiques (CZSO)

La banque centrale : Banque nationale tchèque

Les places boursières	Bourse de Prague Association tchèque du marché des capitaux
Les autres ressources utiles	CzechInvest
Les principaux journaux on-line	Lidové Noviny (en tchèque uniquement), quotidien Hospodářské Noviny (en tchèque uniquement), quotidien MF DNES (en tchèque uniquement), quotidien Právo (en tchèque uniquement), quotidien Radio Prague International
Les portails économiques	Czech Happenings, bureau de la presse tchèque (en tchèque et en anglais) Businessinfo.cz, portail Internet sur les affaires en Tchéquie

## Le contexte politique

---

Chefs de gouvernement	Président : Petr Pavel (depuis le 8 mars 2023) - Indépendant Premier ministre : Petr Fiala (depuis le 17 décembre 2021) - ODS
Les prochaines élections	Présidentielles : au plus tard en janvier 2028 Sénat : octobre 2024 Chambre des députés : octobre 2025
Le contexte politique actuel	À la suite des élections législatives d'octobre 2021, une coalition composée de cinq partis gouverne le pays, avec le Premier ministre Petr Fiala - le chef du Parti civique démocratique (ODS) conservateur - à la tête de cette coalition. L'ODS, en collaboration avec l'Union chrétienne démocrate-Parti populaire tchécoslovaque (KDU-CSL) et Top 09 au sein de la coalition Spolu, s'est associée au Parti Pirate progressiste et au Parti des maires centristes. Ensemble, ils détiennent 108 des 200 sièges de la Chambre des députés. Du côté opposé, le parti ANO dirigé par l'ancien Premier ministre Andrej Babis compte 72 sièges, et le parti d'extrême droite Freedom and Direct Democracy (SPD) en compte 20. Les élections présidentielles ont eu lieu en janvier 2023. Bien que le président sortant Miloš Zeman n'ait pas été éligible en raison de la limite de deux mandats, l'ancien chef de l'armée Petr Pavel a remporté l'élection présidentielle après une campagne soutenue en faveur de l'OTAN et de l'Union européenne, et en soutien à l'Ukraine, et a prêté serment le 9 mars 2023. Avant même le conflit en Ukraine, les relations tchéco-russes étaient tendues, et l'invasion russe a influencé de manière significative la politique étrangère de la République tchèque. Le nouvel élu, Petr Pavel, a augmenté les dépenses de défense pour atteindre l'objectif de l'OTAN de 2 % du PIB, marquant une hausse par rapport à 1,4 % au début de 2022. De plus, la République tchèque a soutenu activement l'Ukraine en accueillant un grand nombre de réfugiés et en offrant une assistance humanitaire et militaire substantielle.
Les principaux partis politiques	Les partis doivent obtenir au moins 5 % des voix pour obtenir une représentation parlementaire. Les principaux partis politiques du pays sont : - Parti démocratique civique (ODS) : centre-droit, soutient le libéralisme économique ; défend les principes de la liberté individuelle et de la responsabilité personnelle, l'entrepreneuriat et la propriété privée. - Union chrétienne démocrate-Parti du peuple tchécoslovaque (KDU-ČSL) : centre, soutenu principalement dans les zones rurales. - ANO 2011 : centre-droit, populiste. - TOP 09 (Tradition Responsabilité Prospérité) : centre-droit, soutient un marché libre et l'Union européenne. - Parti social-démocrate tchèque (CSSD) : centre-gauche. - Parti pirate tchèque (CSP) : indépendant. - Sénateur 21 : libéralisme, pro-européen. - Liberté et démocratie directe (SPD) : droite. - Parti communiste de Bohême et de Moravie (KSCM) : gauche. - Parti vert (SZ) : écologiste. - Maires et Indépendants (STAN) : libéral. - Přísaha : populiste, anti-corruption. - Parti des droits civiques (SPO) : centre-gauche.
La nature de l'Etat	La République tchèque est une république parlementaire, démocratique et pluraliste.
Le pouvoir exécutif	Le Président est le chef de l'État et est élu par vote public direct pour un mandat de cinq ans. Le président dispose de pouvoirs spécifiques limités, les plus importants étant de renvoyer les lois adoptées au Parlement et de dissoudre le Parlement dans des conditions constitutionnellement définies. Le président nomme le Premier ministre et le Cabinet sur recommandation du Premier ministre. Le Premier ministre est le chef du gouvernement et détient des pouvoirs exécutifs, y compris le droit de fixer l'ordre du jour de la plupart des politiques étrangères et de choisir les ministres du gouvernement. Le Premier ministre est généralement le chef du parti majoritaire ou de la coalition au Parlement et exerce un pouvoir politique considérable.
Le pouvoir législatif	Le législateur est bicaméral. Le Parlement se compose : du Sénat (la chambre haute), avec 81

membres élus au vote populaire pour des mandats de six ans (un tiers de ses membres étant élus tous les deux ans) et de la Chambre des députés (la chambre basse) avec ses 200 membres élus au vote populaire pour des mandats de quatre ans. Le pouvoir exécutif dépend du soutien parlementaire. Le Premier ministre ne peut pas dissoudre le parlement sans l'approbation à la fois du président et des membres du Parlement.

#### INDICATEUR DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE :

##### ≈ Définition

Rang mondial : 40/180

#### INDICATEUR DE LIBERTÉ POLITIQUE

##### ≈ Définition

Classement : Libre

Liberté politique : 1/7

Libertés individuelles : 1/7

*Liberté politique dans le monde (carte interactive)*

*Source : Liberté dans le monde, Freedom House*

#### Réponse du pays au COVID-19

---

Restrictions de voyage	Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on TravelDoc Infopage. To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by IATA.
Restrictions import & export	A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19 pandemic is available on the International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures webpage.
Plan de relance économique	The summary of the EU's economic response to the COVID-19 pandemic is available on the website of the European Council. For the general overview of the key economic policy responses to the COVID-19 outbreak (fiscal, monetary and macroeconomic) in Czech Republic, please consult the country's dedicated section in the IMF's Policy Tracker platform.
Plan de soutien aux entreprises	For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's SME Covid-19 Policy Responses document. You can also consult the World Bank's Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19.